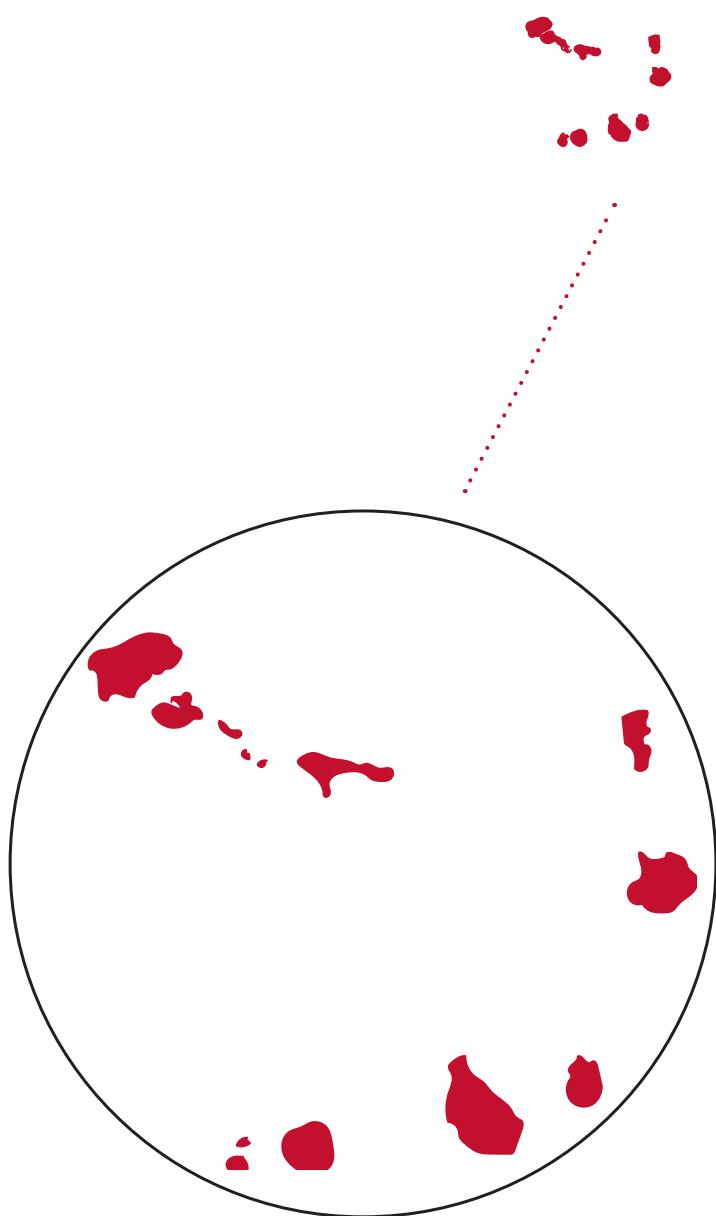


**Cabo Verde
Luxembourg**

**COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT**

Juin 2017







Contenu

04	CABO VERDE, VUE D'ENSEMBLE
06	STRATÉGIES & PRINCIPES
07	COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU CABO VERDE
08	CHIFFRES
09	ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION AU CABO VERDE
10	COOPÉRATION BILATÉRALE
16	ASSISTANCE TECHNIQUE
17	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
18	COOPÉRATION RÉGIONALE
20	COOPÉRATION AVEC LES ONG
20	AIDE HUMANITAIRE
20	APPUI AUX PROGRAMMES
21	CONTACTS

Cabo Verde, vue d'ensemble



122 / 188

Indice de développement humain

3 450 USD
RNB/habitant

520 502
Population

91,7
Sources d'eau
potable améliorées
(% y ayant accès)

72
Installations
d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

1,3 %
Taux d'accroissement de la population

2,3
Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

0,9
Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

25 / 1000
Mortalité infantile

73

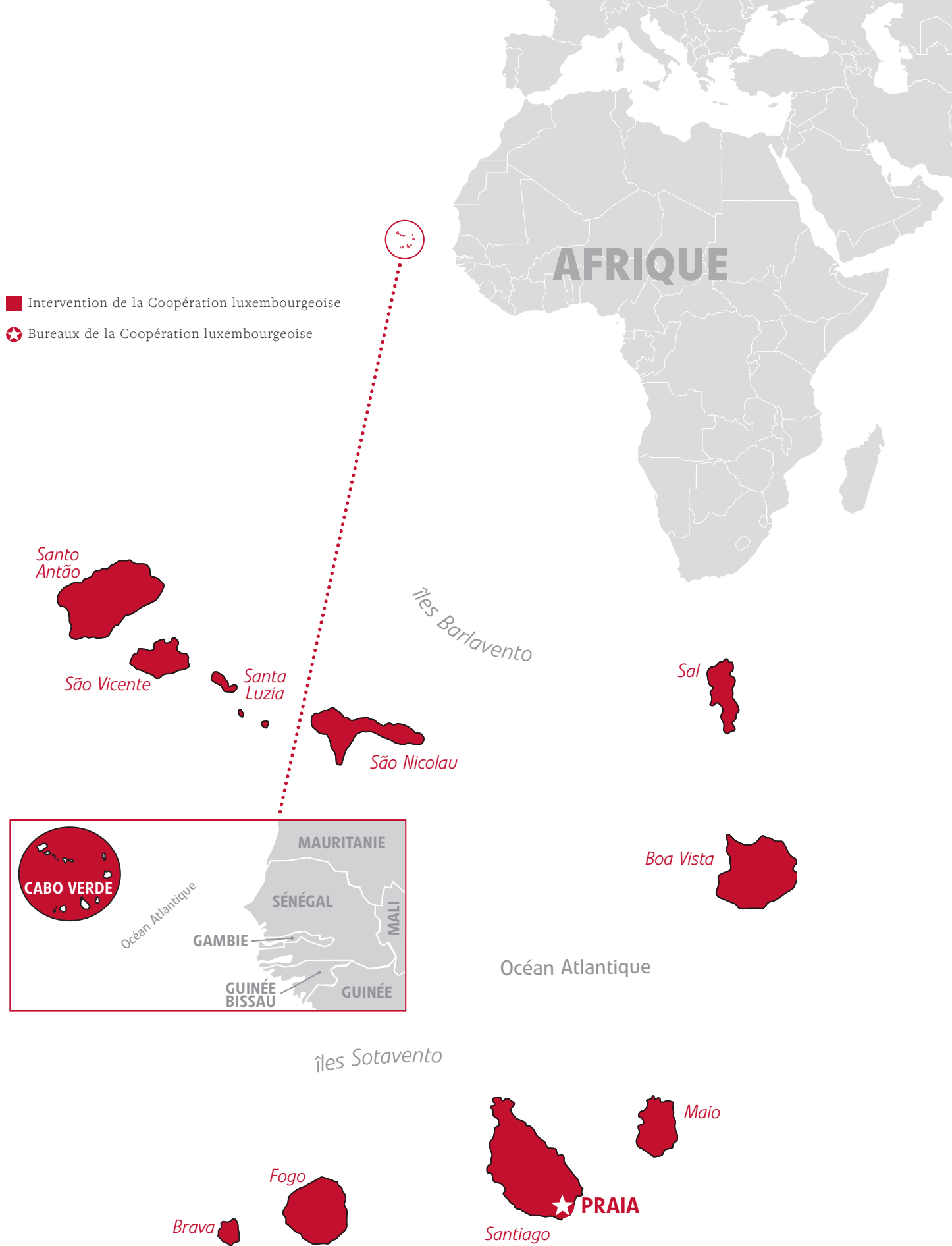
Espérance de vie
à la naissance

2,3
Enfants/femme

74 %
Taux de fertilité
chez les adolescents

Inscription à l'école secondaire (% brut)

4 033 km²
Superficie



La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.







ACTIONS




Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

SECTEURS

Les principaux secteurs d'intervention sont dans le domaine social :

-  Accès à l'eau et à l'assainissement
-  Éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelle
-  Santé
-  Développement local

THÉMATIQUES TRANSVERSALES

-  Genre
-  Gouvernance
-  Environnement et changement climatique

CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT

- nombre restreint de pays partenaires ;
- concentration sectorielle ;
- esprit de partenariat pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC).
→ le tout s'inscrivant dans un esprit de l'efficacité de l'aide.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- depuis 2000, plus de 0,7 % du RNB y sont consacrés ;
- entièrement basée sur des dons et à caractère non-liée ;
- mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire qui se décline par : l'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires/naturelles et à des conflits violents, la transition, la prévention et résilience.

La Coopération luxembourgeoise au Cabo Verde

Établissement des relations de coopération au développement entre le Cabo Verde et le Grand-Duché de Luxembourg.

Fin des
années
80

Signature du premier Accord général de Coopération.

Août
1993

Ouverture d'un Bureau décentralisé de la Coopération luxembourgeoise à Praia.

Sept.
2001

Signature du 1^{er} Programme indicatif de Coopération (PIC I 2002-2005) doté d'une enveloppe globale de 33,5 millions EUR.

Janvier
2002

Signature du 2^e Programme indicatif de Coopération (PIC II 2006-2010) doté d'une enveloppe globale de 45 millions EUR.

Oct.
2005

Ouverture de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Praia.

2007

Signature du second Accord général de Coopération.

Janvier
2007

Signature du 3^e Programme indicatif de Coopération (PIC III 2011-2015) doté d'une enveloppe globale de 60 millions EUR.

Juillet
2010

Signature du 4^e Programme indicatif de Coopération (PIC IV 2016-2020) doté d'une enveloppe indicative de 48 millions EUR auxquels s'ajoute le reliquat du PIC III.

Mars
2015

Secteurs
prioritaires



Emploi &
Employabilité



Eau &
Assainissement



Énergies
renouvelables

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Titre	Exécution	Budget total
2016-2020	CVE/081 - Emploi et employabilité	LuxDev	10 000 000 EUR
2016-2020	CVE/082 - Programme d'Appui au secteur de l'eau et de l'assainissement	LuxDev	8 300 000 EUR
2016-2020	CVE/083 - Énergies renouvelables	LuxDev	4 500 000 EUR
2016-2020	Aide budgétaire sectorielle	MAEE	10 000 000 EUR
2016-2018	Projet d'Appui à la finance inclusive, phase II	ADA	550 000 EUR
2016-2020	Fonds d'études et d'assistance technique	MAEE	3 124 625 EUR
2016-2020	Fonds de diversification des relations bilatérales	MAEE	2 250 000 EUR
2016-2020	Fonds de décentralisation	MAEE	3 500 000 EUR
2016-2020	Contribution au fonds sectoriel eau & assainissement	MAEE	4 000 000 EUR
2016-2020	Coopération triangulaire	MAEE	750 000 EUR
2017	Praia - microprojets 2017	Ambassade	50 000 EUR
2016-2019	Bourses pour étudiants et enseignants du Cabo Verde, Laos, Nicaragua, Vietnam*	BBI	1 240 000 EUR
2017	Formations	House of training	66 504 EUR

*pas de répartition par pays disponible

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total
2016-2018	Plateforme pour le développement local	PNUD	2 000 000 EUR
2016-2018	Appui à l'emploi, l'employabilité et l'insertion	PNUD / BIT	3 134 423 EUR

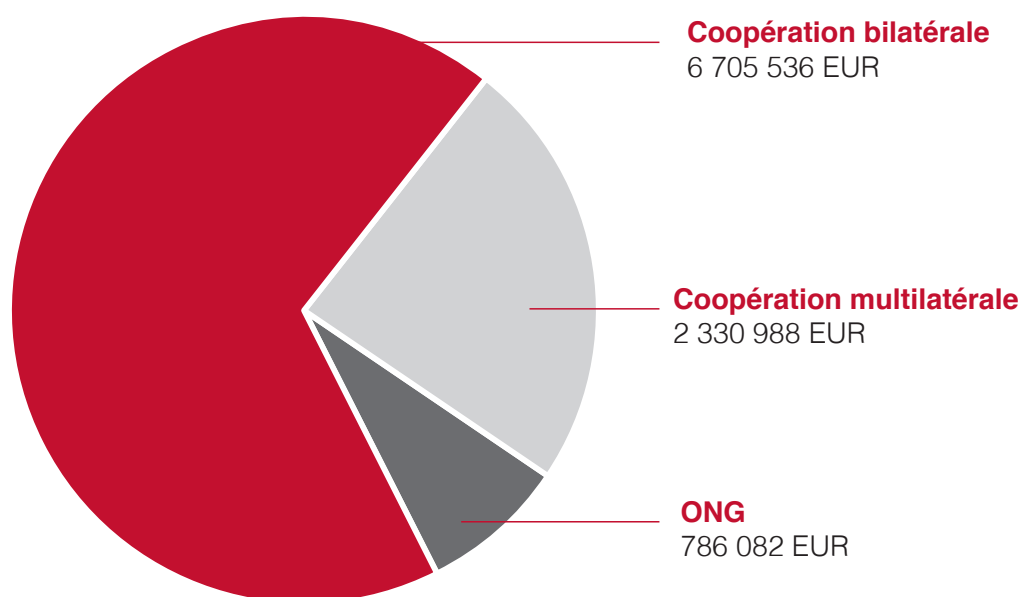
3. Coopération régionale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total
2016-2018	Promouvoir le dialogue politique sur les politiques, stratégies et plans nationaux de santé	OMS	7 000 000 EUR
2016-2020	Lutte contre le VIH/SIDA ENDA- Santé - FEVE III	ENDA Santé	5 338 148 EUR

4. ONG

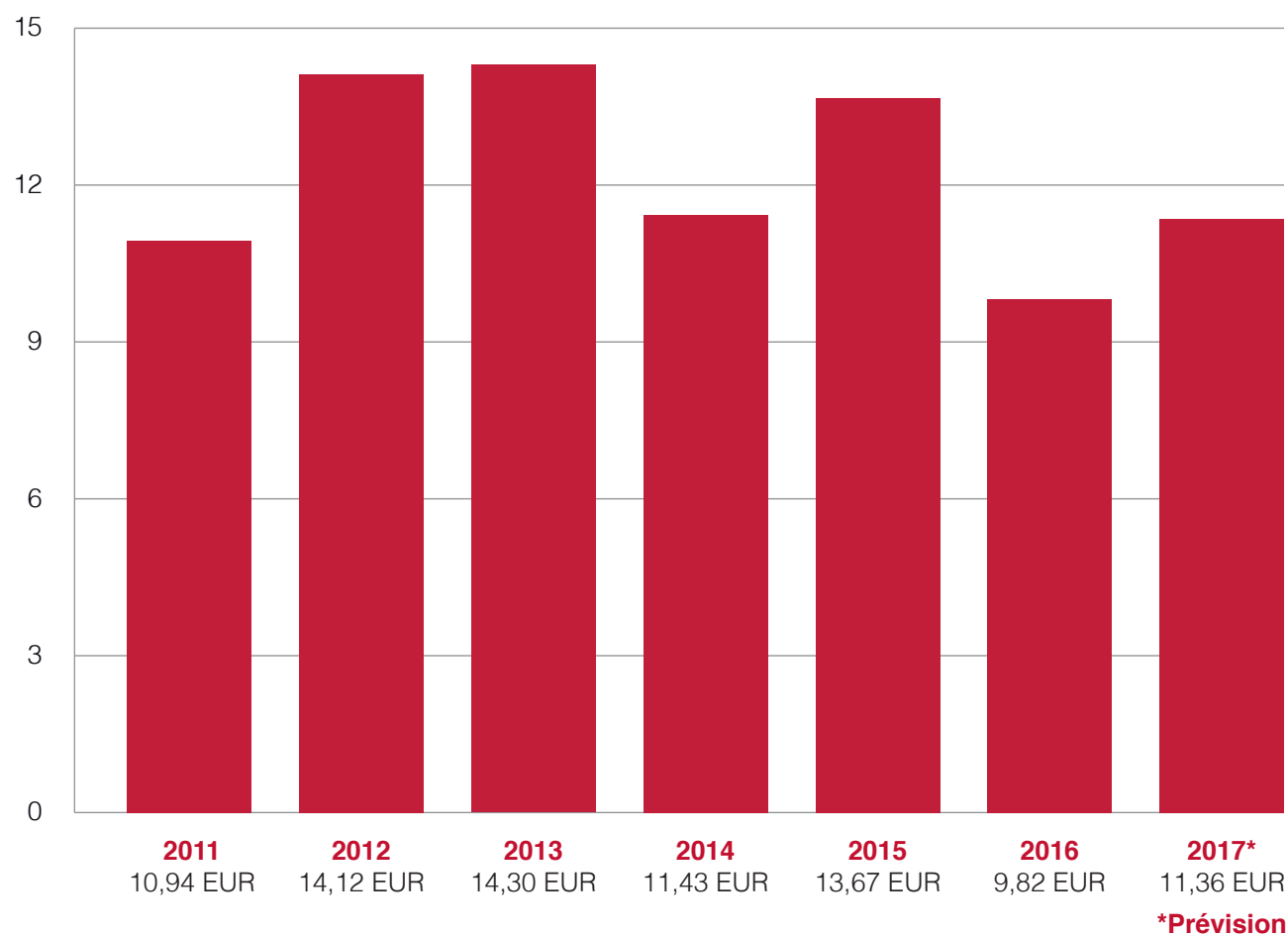
Durée	Titre	Association	Budget total
2016-2018	Appui scolaire et promotion de l'énergie solaire dans les îles de Santo Antão et São Vicente	Athénée Action Humanitaire	143 182 EUR
2014-2017	Maintenance des équipements informatiques des 12 pôles éducatifs de la commune de São Filipe, île de Fogo	Beetebuerg Hëlleft	20 642 EUR
2016-2019	Amélioration des conditions d'enseignement et d'éducation et rénovation des écoles primaires de la commune de Sao Filipe Cap Vert (île de Fogo)	Beetebuerg Hëlleft	831 561 EUR
2015-2017	Centre d'accueil, d'aide et de formation pour femmes, chefs de famille et enfants dans la commune de Tarrafal, île de Santiago	Cap Vert Espoir et Développement	270 917 EUR
2015-2018	Amélioration des conditions de vie des jeunes de la commune de Sao Miguel – île de Santiago	Pharmaciens sans Frontières	204 791 EUR
2017-2021	Protection et respect des droits de l'enfant au Cap Vert	SOS villages d'Enfants Monde	576 640 EUR
2017-2018	Programme de sécurité alimentaire pour les îles de Santo Antão et de Santiago	Fondation Caritas Luxembourg	150 000 EUR
2017-2019	Création d'un réseau de lutte contre l'abus et l'exploitation sexuels	ECPAT Luxembourg	200 000 EUR
2016-2020	Programme de sécurité alimentaire pour les îles de Santiago et Santo Antão Phase 2014-2016	Fondation Caritas Luxembourg	132 800 EUR

2016



Évolution de la mise en œuvre

millions EUR





Emploi et Employabilité

2016 - 2020

CVE/081

La Coopération luxembourgeoise est engagée depuis longtemps aux côtés du gouvernement du Cabo Verde pour le développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Plusieurs projets d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle se sont succédés, pour aboutir à un véritable programme d'appui au développement du secteur de l'Emploi et de l'Employabilité, adossé à une aide budgétaire sectorielle (ABS).

La Coopération luxembourgeoise s'est ainsi engagée dans la construction et l'équipement de nombreuses institutions scolaires et de formation professionnelle, dans la formation de leurs formateurs et gestionnaires, dans le développement d'un système de qualification et dans la mise en place de programmes destinés à divers groupes-cible à la recherche d'une qualification pour l'emploi ou désireux de se lancer dans une activité professionnelle propre.

Ce programme porte essentiellement sur le renforcement de l'employabilité des bénéficiaires de

la formation professionnelle, en particulier des jeunes et des femmes, et oriente son action selon trois axes :

- articulation et organisation des acteurs impliqués dans le secteur de la formation professionnelle pour une efficacité accrue ;
- meilleure adéquation de l'offre aux attentes du marché et renforcement de la gestion des centres ; et
- viabilité technique et financière accrue des institutions de formation professionnelle.

Un aspect particulièrement important concerne le renforcement du système de suivi-évaluation continu en tant qu'outil essentiel pour assurer la bonne gouvernance du secteur et pour permettre au Luxembourg d'assumer le rôle de chef de file du groupe Éducation-Formation-Emploi dans le cadre du Groupe d'Appui budgétaire qui se réunit deux fois par an au Cabo Verde.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
10 000 000 EUR

Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement



2016 - 2020

CVE/082

L'amélioration de l'approvisionnement en eau ainsi que l'accès à un assainissement adéquat ont toujours fait partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Des résultats significatifs ont été obtenus en matière de renforcement des services municipaux d'eau, de promotion de l'assainissement autonome et de mise en place d'une entreprise inter-municipale d'eau (Brava et Fogo). Plus récemment, la Coopération a permis d'amorcer et de conduire une véritable réforme sectorielle.

Depuis 2012, le gouvernement capverdien met en œuvre une réforme majeure du secteur de l'eau et de l'assainissement, avec la création d'une agence nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANAS) qui a la charge du pilotage de l'ensemble du secteur. Les programmes de la Coopération luxembourgeoise s'alignent sur ces priorités dans le cadre du PIC IV, avec le programme CVE/082 d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement se structurant autour de trois objectifs spécifiques :

- améliorer la soutenabilité financière du secteur et la disponibilité des données de suivi sectoriel ;

- améliorer l'efficacité énergétique et les recettes d'exploitation, rendre plus performantes les entreprises de fourniture de services d'eau potable et d'assainissement sur trois îles, à savoir Santiago, Fogo et Brava ;
- améliorer quantitativement et qualitativement les services fournis par les institutions responsables de l'assainissement. Il s'agit là de renforcer les capacités des acteurs concernés et de promouvoir les méthodologies les plus prometteuses expérimentées avec succès, notamment dans le cadre des programmes PromoSan et des Écoles Promotrices de la Santé.

Dans le cadre du PIC IV, la Coopération luxembourgeoise alimentera le fonds sectoriel national (futur FASA) à hauteur de 4 000 000 EUR. Une articulation adéquate des approches et interventions doit évidemment être assurée entre le programme CVE/082 et le FASA.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 8 300 000 EUR pour le programme CVE/082 et 4 000 000 EUR pour le fonds FASA

Énergies renouvelables



2016 - 2020

CVE/083

Le sous-secteur des énergies renouvelables est le troisième axe de concentration sectorielle du PIC IV. Il bénéficie de plusieurs enveloppes budgétaires complémentaires de la part de la Coopération luxembourgeoise :

- le programme d'appui à la gouvernance énergétique (CVE/083) ;
- le programme pour le développement du Centre des Énergies renouvelables et de la Maintenance industrielle (CERMI) en complémentarité et synergie avec l'intervention sur l'emploi et l'employabilité (programme CVE/081) ;
- le fonds de diversification des relations bilatérales pour encourager les investissements du secteur privé luxembourgeois et capverdien, notamment dans les énergies renouvelables.

Le programme CVE/083 d'appui au secteur des énergies renouvelables (« PASER ») se trouve en phase d'instruction.

L'objectif global est d'améliorer l'accès à une énergie propre, fiable, moderne et à un prix abordable, avec une augmentation conséquente de l'indépendance énergétique.

De même, le programme vise à renforcer la gouvernance, la régulation et les conditions d'affaires du secteur des énergies renouvelables au Cabo Verde.

Par ailleurs, un autre but est de renforcer la capacité de mobilisation de fonds pour le secteur des énergies renouvelables.

Le programme vise à améliorer les conditions de planification du secteur des énergies renouvelables et à créer un cadre juridique et réglementaire ainsi que la régulation technique et économique propices et favorables à la participation du secteur privé et de la société civile dans la transition énergétique.

Compte tenu de l'objectif du programme, la population capverdienne pourra bénéficier d'un accès durable à l'énergie propre et moins chère, permettant la réduction des dépenses familiales et la création d'activités locales génératrices d'emplois et de revenus.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 500 000 EUR

ADA – Projet d'appui au développement de la finance inclusive (PADFI II)



2016 - 2018

Ce projet est mis en oeuvre par l'ONG luxembourgeoise ADA (Appui au développement autonome), spécialisée en microfinance.

En se basant sur l'expérience et les acquis de la première phase du projet sous le PIC III, l'objectif de la deuxième phase du « Projet d'Appui au renforcement de la finance inclusive » (PADFI II) est la facilitation et l'augmentation de l'accès aux services financiers inclusifs de qualité pour la population capverdienne.

Le projet définit quatre axes d'intervention à quatre niveaux, considérés vitaux pour le succès du projet, à savoir :

- l'application effective du cadre réglementaire adopté sous PADFI I (axe macro) ;
- la bonne gestion et coordination du secteur (axe méso) ;
- la mise en conformité des IMF au cadre réglementaire et le respect des bonnes pratiques par les acteurs du secteur (axe micro) ; et
- la compréhension et adaptation de l'offre aux besoins réels du marché.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
550 000 EUR



Aide budgétaire sectorielle



2016 - 2020

Sur demande expresse des autorités capverdiennes, la Coopération luxembourgeoise recourt depuis 2011 à l'appui budgétaire sectoriel au secteur de l'éducation, de la formation et de l'emploi.

En mai 2011, le Luxembourg a rejoint l'Union européenne, le Portugal, l'Espagne¹, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement dans le Groupe d'Appui Budgétaire (GAB) pour une approche commune au Cabo Verde. Le versement des tranches de l'aide budgétaire sectorielle se fait sur base du suivi des progrès dans le secteur de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'emploi ainsi qu'en matière de gouvernance et de gestion des finances publiques. Ces progrès sont évalués lors des missions conjointes biannuelles du GAB.

Le Cabo Verde reste pour l'instant le premier et le

¹ Entretemps, l'Espagne a quitté le GAB.

seul pays où le Luxembourg applique cette modalité de l'aide. En effet, une gestion des finances publique solide et avancée ainsi que l'existence d'une politique sectorielle justifient ce choix et permettent même de le renforcer dans le PIC 2016-2020.

Le Protocole d'accord bilatéral relatif à l'aide budgétaire sectorielle sous le PIC IV a été signé en marge de la 16^e Commission de Partenariat le 2 juin 2016 à Luxembourg. Il prévoit un mécanisme de suivi sectoriel renforcé, avec notamment une matrice des indicateurs sectoriels révisés, pour permettre à la Coopération luxembourgeoise de jouer pleinement son rôle de chef de file dans le secteur de la formation et de l'insertion professionnelles.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
10 000 000 EUR

Coopération triangulaire



2016 - 2020

L'axe I «emploi et employabilité» du PIC IV (2016-2020) prévoit par ailleurs le soutien à un projet de coopération triangulaire. Le Cabo Verde - avec l'appui financier de la Coopération luxembourgeoise - pourra en tant que pays pivot

appuyer le secteur de la formation et de l'insertion professionnelle d'un autre pays africain lusophone.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
750 000 EUR

Fonds d'études et d'assistance technique



2016 - 2020

À l'instar de l'expérience du PIC III (2011-2015), le PIC IV (2016-2020) prévoit la mise en place d'un fonds d'études et d'assistance technique pour continuer à accompagner le Cabo Verde dans la mise en oeuvre de ses objectifs de développe-

ment économique, conformément à sa politique stratégique de développement.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 124 625 EUR

Fonds de diversification des relations bilatérales



2016 - 2020

À travers la mise en place de ce fonds, le Programme indicatif de Coopération (2016-2020) prévoit de faciliter – dans le respect du principe de l'aide non liée – le développement de la coopération économique et commerciale bilatérale. L'engagement du secteur privé luxembourgeois et capverdien est encouragé à travers un soutien

financier à des projets, études et consultances pilotes, précédant des investissements ultérieurs grâce à un effet catalyseur et de levier. Par ailleurs, le fonds de diversification des relations bilatérales est aussi ouvert à intensifier les échanges culturels.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 250 000 EUR

Fonds de décentralisation



2016 - 2020

La Coopération luxembourgeoise contribue à hauteur de 3,5 millions EUR à un fonds de décentralisation, dans l'objectif d'appuyer le processus de décentralisation et le développement local au Cabo Verde. Les projets soumis par les municipalités concerneront un nombre limité de thématiques prioritaires. Une articulation étroite est

prévue avec la plateforme de développement local, telle que mise en place par le PNUD et lancée en février 2017, également avec l'appui de la Coopération luxembourgeoise.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 500 000 EUR

Bourses



2016 - 2019

En plus de la formation professionnelle dans les domaines du tourisme et de l'hôtellerie, le Luxembourg attribue des bourses pour les étudiants et le personnel enseignant dans ces deux secteurs pour un diplôme de Bachelor/Master ou enseignement continu au BBI, école d'hôtellerie et de l'industrie touristique à Wiltz. Les enseignants et

étudiants sont sélectionnés parmi les pays cibles (Cabo Verde, Laos, Nicaragua, Vietnam) où le Luxembourg finance des projets de formation professionnelle. Jusqu'à 14 étudiants sont sélectionnés par année pour une formation au BBI

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 240 000 EUR

ASSISTANCE TECHNIQUE

House of Training



Au Cabo Verde, le programme du House of Training à Praia vise à aller plus loin que les formations classiques et propose trois actions couplant formation et consultance :

- SME Financing pour quatre banques sélectionnées, suivi d'entretiens avec les instances compétentes dans ce domaine ;

- développement du Marché de Capitaux pour les banques commerciales et une action spécifique pour la Bourse ; et
- Basel III suivi d'une consultance à la banque centrale.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise en 2016: 69 897 EUR

ONE UN



2016 - 2018

Programme d'appui à l'emploi, l'employabilité et l'insertion

Le programme conjoint PNUD/BIT (2016-2018) vise à renforcer les capacités du système d'emploi, employabilité et d'insertion professionnel au Cabo Verde pour faire face à la situation aggrave du chômage touchant surtout les jeunes. Il s'inscrit dans les Objectifs de Développement durable et vise en particulier les objectifs relatifs à l'éducation, le travail décent et la croissance économique. Le programme ciblera les jeunes candidats à la création d'entreprise ou à l'emploi salarié en les accompagnant jusqu'à l'insertion, via une série d'appuis. Il s'agit des jeunes sortis du système d'enseignement technique et de formation professionnelle, ceux dans les filières novatrices telles que les économies créatives ou vertes, ou encore ceux dans des filières de leurs choix, non identifiées à ce jour et sans compétences spécifiques.

Dans la logique de recherche de complémentarités et de synergies effectives avec les interventions en cours, le programme privilégiera l'approche par la demande dans ses efforts en proposant des formations qui répondent directement à des demandes spécifiques du marché en permettant d'acquérir les compétences nécessaires à l'exécution d'un poste donné.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 200 000 EUR

Plateforme pour le Développement local

Ce programme, qui sera mis en œuvre par le PNUD pour la période 2016-2018, vise à améliorer l'impact, la coordination et la gestion des processus de développement local à travers la mise en place d'une plateforme d'articulation multi niveau, multi acteur, multi sectorielle et multi bailleurs au Cabo Verde. La plateforme à mettre en place sur les îles Fogo, Santiago et Santo Antão, poursuit trois objectifs spécifiques, à savoir le renforcement de la cohérence entre les politiques nationales de décentralisation et les processus de gouvernance et de développement local ; l'amélioration des capacités au niveau local dans le domaine de la conception, de la gestion et de l'exécution de plans de développement municipaux et inter municipaux et l'appui au positionnement au niveau international des avancées du Cabo Verde en matière de développement local à travers des modalités de coopération décentralisée, sud-sud et triangulaire et l'accès à l'expérience européenne, africaine et latino-américaine, entre autres, en matière de régionalisation, de développement et d'innovation au niveau territorial.

Le programme cherchera ainsi à répondre aux nécessités des populations et à contribuer à réduire les inégalités sociales et économiques.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

OMS : Partenariat pour une couverture sanitaire universelle



2016 - 2018

Promouvoir le dialogue politique sur les politiques, stratégies et plans nationaux de santé

En dehors du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme régional à travers l'OMS et en partenariat avec l'Union européenne qui couvre un total de 27 pays, dont six sont financés par la partie luxembourgeoise. Il s'agit de ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays, et de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siégeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et couvrant le Burkina Faso et le Niger, un deuxième siégeant dans le bureau OMS à Bamako et couvrant le Mali, le Sénégal et le Cabo Verde et finalement un dernier a pris ses fonctions en 2015 dans le bureau de l'OMS à Vientiane.

Au Cabo Verde, le partenariat s'est construit sur les éléments qui étaient déjà en place, notam-

ment le Plan national de développement sanitaire (PNDS) élaboré par le ministère de la Santé avec l'appui technique de partenaires tels que l'OMS. Un mécanisme de coordination regroupant tous les partenaires a été créé. Deux résultats principaux sont à noter à ce jour :

- la signature du Pacte national dans le cadre du IHP+ avec un engagement politique au plus haut niveau, ainsi que la participation de tous les partenaires, y inclus la société civile. Les prochaines étapes consistent à mettre en œuvre les objectifs, voire les sept comportements, du IHP+, notamment avec le développement de plans sanitaires régionaux et d'un cadre de suivi des résultats. Des premiers résultats se sont déjà manifestés, dont un alignement et une coordination renforcée ;
- élaboration d'une stratégie sur la couverture sanitaire universelle, d'un plan de financement de la santé et d'une stratégie sur les ressources humaines dans la santé. Une Commission technique interministérielle pour le suivi de la stratégie nationale a été mise en place et les partenaires techniques et financiers ont participé à l'élaboration des différents documents. D'autres partenaires nationaux, comme la protection sociale et les mutuelles de santé se sont aussi alliés à ces processus.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
7 000 000 EUR

ENDA-Santé – FEVE III



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Cabo Verde un projet qui porte sur la lutte contre le Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (2016 – 2020) » est le

seul à l'échelle sous régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 338 148 EUR

Coopération avec les ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, SOS Villages d'Enfants Monde, la Fondation Caritas Luxembourg et ECPAT Luxembourg mettent actuellement en œuvre trois projets de développement qui se situent dans les secteurs du développement agricole et des services sociaux plurisectoriels.

Le budget total de ces projets est de 1 120 800 EUR. Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du ministère à ces projets s'élève ainsi à 896 640 EUR.

Parmi les ONG sous cofinancement simple, quatre sont actuellement actives au Cabo Verde, à savoir Athénée Action Humanitaire, Beetebuerg Hëlleft, Cap Vert Espoir et Développement, ainsi que Pharmaciens sans Frontières. Ces ONG mettent en œuvre cinq projets de développement dans les secteurs de l'équipement scolaire et des services sociaux.

Le budget total de ces projets est de 2 022 336 EUR. Le taux de cofinancement est de 75 % et l'appui du ministère à ces projets s'élève ainsi à 1 516 752 EUR.

Aide humanitaire

Post Disaster Needs Assessment

De 2014 à 2016, le Luxembourg a soutenu un projet d'amélioration des capacités de réponse en termes de réhabilitation et de reconstruction du Bureau pour la prévention et la réhabilitation du PNUD. Le principal objectif de ce projet appelé « PDNA Roll Out » est d'appuyer les autori-

tés locales au Cabo Verde à établir les capacités nécessaires en termes de préparation aux catastrophes et de savoir mieux gérer les phases de réhabilitation et de reconstruction.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 255 000 EUR

Appui aux Programmes

Dans le cadre de la participation au programme des « Jeunes Professionnels en Délégation » un agent est affecté pendant une durée de 18 mois à la délégation de l'Union européenne.

Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Praia, Cabo Verde

Jean-Jacques Welfring

Ambassadeur non résident

Rua das Janelas Verdes,
43PT-1200-690
Lisboa
PORTUGAL

Email: lisbonne.amb@mae.etat.lu
Tel: (351) 213 931 940
Fax: (351) 213 901 410

Angèle Da Cruz

Chargée d'affaires a.i.

Quebra Canela
B.P. 163
Praia
RÉPUBLIQUE DU CABO VERDE

Email: angele.dacruz@mae.etat.lu
Tel: (238) 2 61 95 62
Fax: (238) 2 61 95 63

Direction de la Coopération au développe- ment et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Alexandra Allen

*Attachée de légation
Desk Cabo Verde*

6, rue de la Congrégation
L - 1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: alexandra.allen@mae.etat.lu
Tel: (352) 247 82 480
Fax: (352) 46 38 42

Bureau régional de LuxDev | Praia

François Bary

Représentant régional pour le Cabo Verde

Bureau régional de Praia
C.P. n° 458
Praia
RÉPUBLIQUE DU CABO VERDE

Email: bary@luxdev.lu
Tel: (238) 2 62 47 37
Fax: (238) 2 62 47 40

LuxDev Siège

Igor Wajnsztok

*Conseiller Programmes
Afrique francophone, Cabo Verde*

LuxDev
10, rue de la Grève
B.P. 2273
L - 1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: igor.wajnsztok@luxdev.lu
Tel: (352) 29 58 58 253
Fax: (352) 29 58 58 200







Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
*Ministère des Affaires étrangères
et européennes*

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par



en juin 2017

www.gouvernement.lu/cooperation
www.facebook.com/MAEE.Luxembourg